

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19^{ème} année - N° 3266 - Lundi 29 Octobre 2018 - Prix : 200 Fc

CRISE À ANJOUAN

Le principal parti au pouvoir accuse Paris



Les dirigeants de la CRC devant la presse après les événements d'Anjouan

SOUTIEN AU GOUVERNEUR SALAMI

Vouvouni défie les forces de l'ordre

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 26 au 30 Octobre 2018**

Lever du soleil:

05h 37mn

Coucher du soleil:

18h 05mn

Fadjr : 04h 23mn

Dhouhr : 11h 54mn

Ansr : 15h 20mn

Maghrib: 18h 08mn

Incha: 19h 22mn



LES SANDUK AU SERVICE DES ZONES RURALES

L'Union des Sanduk de Ngazidja poursuit les inaugurations

En l'espace de deux semaines, l'institution a inauguré trois bureaux avec des caisses Money Gram. Devant le Gouverneur de Ngazidja, SEM Hassani Hamadi, le Ministre des Finances et du Budget, Said Ali Said Chayhane, les Représentants de la Banque Mondiale auprès de l'Union des Comores et Exim Banque, la ville de Maoueni dans le Dimani a inauguré ses nouveaux locaux avec la caisse Money Gram intégrée.

Après Nyumadzaha et Djoumoichongo, le village de Maoueni dans le Dimani a inauguré, vendredi dernier, son nouveau bâtiment avec la caisse Money Gram. Devant le Gouverneur Hassani Hamadi et le ministre Said A. S. Chayhane, le discours des intervenants a eu un auditoire attentif : « Nous saluons la nouvelle politique de l'Union des Sanduk », a lancée le notable Hassani Oumouri qui n'a pas manqué de rappeler que « ouvert en 2008, le Sanduk de Maoueni n'a jamais traversé de crise ». Said Mouigni Attoumani, président du Sanduk, a appelé la communauté à



placer sa confiance en l'institution. Ce dernier a fait part de la volonté du bureau exécutif insulaire notamment sur la mise en place d'un nouveau système qui permettrait aux adhérents d'avoir plus de liberté. « Les "Wa Maoueni" doivent d'abord épargner avant de créditer », a-t-il lancé.

Pour Said Mouigni, l'épargne communautaire pourrait servir à la

majorité de la communauté et de ses environs sur le plan de relance de l'économie communautaire à travers des investissements en PME. Le gérant de l'institution a rappelé que la localité a investi pour l'acquisition d'un nouveau bâtiment qui devrait selon Said Mouigni Attoumani, répondre aux besoins des habitants. « Nous sommes là aujourd'hui pour l'inauguration du

nouveau bâtiment du Sanduk, évalué à hauteur de 6 880 000 francs pour la construction et l'ameublement ». « Nous avons un local qui ne répondait pas aux normes notamment avec la nouvelle politique d'informatisation de l'Union des Sanduk », a-t-il poursuivi.

Pour finir, Said Mouigni a rappelé qu'à travers cette nouvelle maison, la communauté aura la chance d'avoir une caisse de transfert d'argent Money Gram. Ce dernier a promis qu'une autre politique sera mise place dans l'avenir notamment le paiement de l'abonnement Canal+, le paiement des retraités et si possible, avec l'aide du ministre des finances, celui des agents de l'Etat résidents dans la localité et ses environs. Le secrétaire général de l'Union des Sanduk de Ngazidja, Chakira Mouegni n'a pas manqué lui de rappeler que son institution n'a de but que de faciliter et alléger la vie des communautés.

« Tout ce que nous faisons, nous ne le faisons pas pour des inconnus mais pour le bien communautaire ». Il a ainsi sollicité ces communautés à faire preuve de responsabilité en payant leurs crédits auprès du Sanduk, ceci en respectant les

échéances. « Les créiteurs doivent apprendre à rembourser. De gré ou de force, ils rembourseront. Toutefois, on espère que cela se fera à l'amiable et à la volonté du créiteur », a dit Chakira Mouegni. « Ensemble, nous y arriverons », a lancé le secrétaire général qui a annoncé que l'institution travaillait pour que d'ici 2020, un système numérique soit utile, en remplaçant les carnets par des cartes digitales.

Présents, Hassani Hamadi et Said A. S. Chayhane ont salué les efforts que fournissent les dirigeants de l'institution pour la propulsion de l'économie. Les deux autorités jugent nécessaire que de telles initiatives soient accompagnées car permettent de « bancariser les zones rurales ». Pour Chayhane, il ne suffit pas d'avoir une institution financière communautaire. Il faut aussi « une bonne gestion et une parfaite sécurité ». Le ministre dit ouvrir la porte aux dirigeants de l'institution en la présence du Représentant de la Banque Mondiale. « Il est là et il va vous accueillir voir même si possible, financer des projets communautaires », a-t-il conclu.

A.O Yazid

MANIFESTATION CONTRE LE RÉGIME

SOS démocratie investit la rue Marbeau

Après les heurts à Mutsamudu du 15 au 18 octobre dernier, les manifestations pour dénoncer la situation politique aux Comores se multiplient. Le week-end dernier, c'est à Paris, sur la rue Marbeau où se trouve l'ambassade des Comores, que les manifestants se sont regroupés pour dénoncer la politique d'Azali Assoumani.

Dans l'après-midi du samedi 27 octobre, les opposants du régime ont fait le choix d'en-

vahir la rue Marbeau et ses environs, au siège de la représentation diplomatique des Comores, pour exprimer leur ras-le-bol. D'une mobilisation à une autre, d'un lieu à un autre, la stratégie de mobilisation à l'échelle internationale contre le régime Azali poursuit son bonhomme de chemin. SOS démocratie aux Comores et l'opposition semblent mettre les bouchées doubles, surtout depuis les événements récents à Anjouan dont le bilan officiel fait état de 2 morts et plusieurs blessés.

A en croire Mohamed Elarif

Saandi, un des porte-paroles du mouvement à Paris, ses camarades vont multiplier les sirènes de détresse, dans l'espoir de faire plier l'autorité de Moroni à renoncer à ses réformes "dictatoriales et sans partage". Leur démarche, toujours selon eux, paie car la diaspora se réveille et se fait plus nombreuse à chaque rendez-vous. Le 1er novembre, l'Union de l'opposition sera à Genève, devant la représentation onusienne des droits de l'Homme.

Pour le coordonateur de l'Union de l'opposition en Europe, Kamal

Abdallah, joint par téléphone après la manifestation rue Marbeau, rien ne les éloignera de leur objectif tant ils sont déterminés dans cette lutte. Interrogé sur une éventuelle demande de plateforme de revendication auprès de l'ambassade, Kamal Abdallah dira qu'il n'est pas question "d'introduire quoique se soit". L'objectif consiste toujours selon lui, à mesurer les capacités de mobilisation à Paris. Il se réjouit à cet effet que la manifestation ait enregistré un franc succès au vu du nombre de personnes présentes et

de l'ambiance.

« Un signe évident du rejet, par la diaspora, de la politique du Président Azali et du besoin de changement pressant qui les anime ». Un rassemblement qui aura, en tout, duré 3 heures. 3 heures durant lesquelles les manifestants ont discouru sur l'urgence de la situation et brandi des pancartes pour exiger la libération des prisonniers politiques.

A.N

FORMATION À LA GARDE-CÔTES COMORIENNE

Renforcement de capacité assurée en matière de sécurité maritime

Le vendredi 26 octobre dernier, l'unité de garde-côtes comorienne a organisé la cérémonie de clôture de la formation à la constatation des infractions maritimes aux Comores. De hautes personnalités militaires, judiciaires et politiques ont pris part à la cérémonie. Ce stage de 5 jours, pour le renforcement des capacités en matière de police judiciaire dans le domaine maritime, a été dirigé par deux instructeurs français.

Un corps de Garde-Côtes est une organisation nationale, responsable de l'action de l'État en mer. Il est chargé des missions de police maritime et de la sécurité civile. La formation à la constatation des infractions maritimes aux Comores, tenue dans le Quartier général de Garde-Côtes comorienne à Moroni du 22 au 26 octobre dernier, rentre dans le cadre de la coopération

militaire entre la France et les Comores. Deux instructeurs de la Gendarmerie maritime française ont assuré l'encadrement pédagogique. L'adjudant Nicolas Henry et le gendarme Julien Camus ont su, tout le long du stage, transmettre leur savoir-faire et faire bénéficier de leur expérience aux 24 stagiaires, exclusivement masculins. (La Garde-Côtes comorienne serait-elle allergique à la politique du genre?)

Le cercle était ouvert à d'autres services : gendarmerie nationale, police maritime ou encore service de la pêche. « L'objectif de cette session est de former des personnels aptes à assurer l'exécution des missions de police judiciaires et de police administrative en mer, conformément à la réglementation nationale et aux conventions internationales ratifiées par l'Union des Comores », a confié Hamza, Commandant en Chef de la Garde-

Côtes Comorienne.

L'adjudant Nicolas a exprimé sa satisfaction par rapport au déroulement du stage : « La formation a été ouverte à un large public. Nous avons travaillé dans des conditions optimales. Le matériel didactique mis à notre disposition et la soif d'apprendre ont fait preuve que les stagiaires ont contribué à la réussite et à l'efficacité de la formation ». Les 5 jours de formation permettront à la garde-côtes d'être plus efficace dans ses interventions pour surveiller nos côtes, protéger des barques en péril et sauver des vies humaines.

Le Lieutenant Youssouf Ibrahim, stagiaire, partage cette vision : « Les formateurs ont adopté une pédagogie participative ce qui nous a permis d'améliorer nos connaissances. Nous sommes maintenant en mesure de réprimer les infractions commises en mer ». Après la clôture officielle de



cette formation à la constatation des infractions maritimes aux Comores, clôture procédée par le Procureur Général, Soilihi Djaé, des certificats de réussite ont été remis aux stagiaires. Sans hélicoptère ou drones pour une surveillance aérienne supplémentaire, notre flotte militaire pour la pré-

servation des côtes, aussi sophistiquée qu'elle soit, est-elle en mesure de faire face à l'armada des flibustiers, ou autres pirates de mer qui sévissent dans la Corne de l'Afrique, juste au nord de l'Archipel ?

Bm Gondet

CRISE À ANJOUAN

Le principal parti au pouvoir accuse Paris

Une semaine après la fin du calvaire à Mutsamudu, la situation reste tendue. Le gouverneur de l'île, Abdou Salami, est placé en détention provisoire par les autorités qui l'accusent d'être le commanditaire de l'insurrection. La Crc, principal parti au pouvoir, s'interroge elle sur la contribution de la France dans cette affaire qui a fait 2 morts et quatre blessés selon le gouvernement.

"On n'ira pas jusqu'à affirmer que la France est impliquée [dans les événements d'Anjouan] mais quand on sait que c'est elle qui est venue négocier pour que Salami se rende aux autorités, cela nous laisse perplexe... ». La déclaration, fracassante, est du premier vice-président de l'Assemblée de l'Union des Comores. Maoulana Charif, sans se l'avouer, pose un doigt accu-

sateur sur la France qu'il soupçonne d'être de mêche avec le gouvernorat d'Anjouan dans les récents événements survenus à Mutsamudu, la capitale, ou du moins dans la stratégie adoptée par celui qu'il considère comme le suspect numéro 1, le gouverneur Salami. Au cours d'une conférence de presse tenue dans leur Quartier Général sis à Hamramba, des cadres de la Convention pour le Renouveau des Comores (CRC) ont dit leur indignation. Le principal parti au pouvoir, avec à sa tête l'ancien Ministre des Affaires Etrangères, Yahaya Mohamed Illiasse, se dit écœuré que l'opposition ait publié des propos faisant allusion à leur « soutien » aux insurgés qui ont « pris en otage » la médina de Mutsamudu dans la nuit du 15 au 21 octobre. « La population de Mutsamudu a fait preuve de civisme et patriotisme. Nous saluons et leur donnons une

mention spéciale », a dit le secrétaire général de la CRC qui ajoute: « Cette population a montré qu'elle n'est pas un instrument, car les gens qui ont commandité cette insurrection ont voulu inciter la population comorienne à la haine et à la guerre, mettre le feu ». Pour rappel, la crise à Anjouan était caractérisée par des échanges de tirs entre forces de l'ordre et "civils armées". De ces derniers, le Ministre de l'Urbanisme, de l'Aménagement du Territoire, Chargé des Affaires Foncières, Mohamed Chatur El-Badaoui dira que le régime n'a pas changé de discours concernant l'état de grâce offert à « tous ceux qui rendront les armes » qui circulent sur l'île d'Anjouan. Sur la mise aux arrêts du Gouverneur Abdou Salami Abdou, Mohamed Chatur laisse entendre que le premier magistrat d'Anjouan n'a pas agi en responsable: « La

vérité, c'est que Salami s'est rendu mais s'il l'a fait, c'est parce qu'il s'accuse de quelque chose », croit comprendre l'ancien directeur général de la société comorienne des hydrocarbures. Sur la présence de Salami dans la Médina aux côtés des insurgés comme l'affirment ses collègues, Mohamed Chatur renchérit: « Salami n'était pas chez lui pendant la période de l'insurrection. Il se trouvait avec les insurgés dans la médina. Au moment où les insurgés désertaient de la médina, Salami a fui avec eux. Il a tenté de se rendre à Mayotte où il a essayé d'obtenir le statut de réfugié. Cela veut dire qu'il se reproche quelque chose », persiste l'ancien secrétaire général de la CRC. Devant dit-il, le refus des autorités françaises d'accepter sa demande, le Gouverneur s'est « réfugié dans un hôpital qui se trouve aux alentours de la ville ». C'est de

là qu'il aurait appelé les forces de l'ordre. « Le Gouverneur n'a pas été arrêté dans l'exercice de ses fonctions mais il était de ceux qui ont soulevé un mouvement d'insurrection contre la paix et la stabilité du pays. C'est pour cette raison qu'il s'est rendu. Parce qu'il est conscient de ce qu'il a fait ». Maoulana Charif, député de Washili-Dimani, est revenu lui sur les actes « barbares » qui ont touché « des symboles de l'Etat »: « Les clous sur le tarmac de Bandar-Salama, la tentative de coup d'Etat, l'agression du vice-président Moustoidrane Abdou, l'agression du militaire à Sanfil, ... tout cela prouve la gravité des choses! », a dit l'ancien ministre des Finances. Le régime accuse l'opposition et le Gouverneur Salami de « comploter contre la stabilité des Comores ».

A.O Yazid

SOUTIEN AU GOUVERNEUR SALAMI

Vouvouni défie les forces de l'ordre

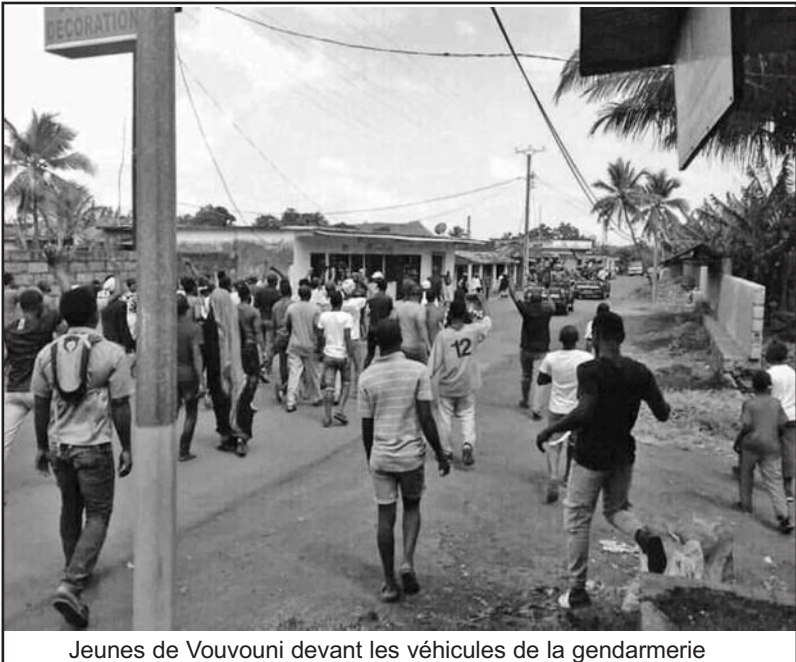
Les partisans du Juwa de Vouvouni Bambao, avec la jeunesse de cette localité de Ngazidja, avaient prévu d'organiser hier dimanche, une conférence de presse pour soutenir le gouverneur Abdou Salami, incarcéré. Après l'irruption de la gendarmerie à la conférence, Vouvouni a finalement opté pour une prière pour "protéger" le gouverneur.

Le gouverneur Salami Abdou est placé en détention provisoire depuis vendredi soir. A Ngazidja, Vouvouni précisément, les partisans du Juwa, aidés de la jeunesse de cette localité du sud de la capitale, avaient prévu une conférence de presse pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme un achar-

nement des autorités contre le principal parti d'opposition, le Juwa. Alors qu'ils se rendaient au foyer Fahar El Comor, les conférenciers se sont retrouvés confrontés aux gendarmes, qui avaient accosté à l'entrée du bâtiment. « On s'est promis de manifester notre soutien à notre gendre, beau-frère, ami et gouverneur d'Anjouan, Abdou Salami. Et on le fera d'une façon ou d'une autre. Il suffit de garder notre calme et tout se passera bien », a lancé Ali Ahamada Ivessi, membre du Juwa. A ces mots, la situation s'est corsée. En face, en plus des gendarmes, un groupe de policiers s'est invitée. Intimidé, l'auditoire s'est dirigé vers la porte. Les conférenciers eux, ne faiblissent pas.

Said Youssouf, l'un d'eux, prend la parole et fait l'éloge du gouverneur: « Nous connaissons tous ici Salami. Un homme de paix dont les actions témoignent de sa personnalité. Il a aujourd'hui plus que jamais besoin de notre soutien ». Des mots qui n'ont pas aidé à apaiser la situation. Devant l'insistance des forces de l'ordre, les conférenciers abandonnent finalement les mots et décident de s'en remettre à Dieu: une prière démarre. Pour demander la protection divine. Les forces de l'ordre repartiront non sans avoir « essayé de faire annuler la prière ». Un geste qui leur vaudra les railleries des jeunes de Vouvouni.

Kamal Gamal



Jeunes de Vouvouni devant les véhicules de la gendarmerie

ECONOMIE NUMÉRIQUE

Vers la création d'une Agence nationale de développement du Numérique

Le secrétariat général du gouvernement à travers le projet RCIP 4 a organisé jeudi dernier, un séminaire sur l'économie numérique. Pour atteindre cet objectif, des mesures d'accompagnement sur la filière numérique ont été annoncées. Parmi elles, la révision à la baisse des taxes sur les produits TICs.

Pour être au rendez-vous de l'économie numérique qui est en plein essor dans le monde entier et en faire un des outils de l'émergence de notre pays à l'horizon 2030, le gouvernement de l'Union des Comores a dévoilé sa feuille de route. Sur le domaine de la formation, le gouvernement

espère intégrer l'apprentissage du numérique dès le secondaire, créer une autre nouvelle filière de formation spécialisée au numérique à



l'Université des Comores et élaborer un programme continu pour les agents de l'Etat. Sur les mesures d'accompagnement de la filière, les autorités de l'Etat se tournent vers la révision de la taxe sur les produits TICs, un avantage des compétences dans les marchés publics, création d'au moins un espace d'incubation, d'accélération et de Co-Working et la mise en place de fonds de service universel pour le développement du secteur. Pour ce qui est de la gouvernance, le gouvernement opte pour la mise en place d'une Agence Nationale de Développement du Numérique. « Aujourd'hui, le monde entier tire beaucoup des revenus sur l'éco-

nomie numérique. Il est temps que notre pays en fasse autant. Et je m'engage à ce que les mesures nécessaires soient prises pour arriver à cet objectif », a déclaré Abdallah Sarouma, le ministre des Postes et des Télécommunications à la fin du séminaire. Pour rappel, le gouvernement de l'Union des Comores ambitionne d'être à ce grand rendez-vous de l'économie numérique qui est en plein essor dans le monde et en faire un des outils de l'émergence de notre pays à l'horizon 2030.

Mohamed Youssouf



APPEL A CANDIDATURE

Le Projet d'Appui au développement du secteur financier (P166193) est un projet du Ministère des Finances de l'Union des Comores sur Financement de la Banque Mondiale.

Le projet vise à accroître l'efficacité de la prestation de services financiers pour l'inclusion financière des ménages et des petites et moyennes entreprises PME ainsi que la stabilité financière dans l'Union des Comores.

Le financement des interventions de ce projet sera en synergie, convergence et complémentarité avec les interventions du Gouvernement et ses autres partenaires au développement.

Les principales composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 10 millions sont les suivantes :

- Composante 1 – l'inclusion financière.

Cette composante vise :

- la mise à jour de l'environnement légal, réglementaire et institutionnel
- la mise en place du système automatisé de transfert et paiement de détail (SAT+)
- la mise en place d'un système monétique (SWITCH)
- la mise en place d'un compte bancaire de base

- Composante 2 – La stabilité financière.

Cette composante vise :

- l'appui à la gestion du risque de crédit
- la gestion du risque de liquidité
- la mise en place d'un dispositif de préparation de crise
- l'appui à l'Etat sur la réforme de la Gouvernance de la SNPSF et de l'appui à la restructuration de la SNPSF

Dans le cadre du Projet, la Banque Centrale des Comores, conjointement avec le Ministère des Finances et la Banque Mondiale, lance un appel à candidature pour les postes ci-dessous.

La durée du contrat : 1 an avec une période probatoire de 4 mois. La prise de fonction est le 02 janvier 2019.

La date limite de dépôt des candidatures est le **07 novembre 2018 à 11h** au Siège de la Banque Centrale des Comores, située à Place de France, Moroni.



Un Coordonnateur du Projet

Mission principale :

Appuyer la Secrétaire Générale de la BCC dans la gestion du projet financé par la Banque Mondiale conformément au Manuel de Procédure et aux Accords de Financement entre l'Etat et l'IDA. Appuyer la SG avec efficacité et efficience dans les activités du projet afin de favoriser l'atteinte des objectifs convenus.

Profil :

Au moins titulaire d'un diplôme de Master en Sciences Economies ou en Gestion, Finances, Économie et un diplôme dans le domaine bancaire est un atout.

Avoir au moins 15 ans d'expérience professionnelle générale dans un poste de responsabilité et 10 années d'expérience dans la gestion, coordination d'organisation non gouvernementale ou gouvernementale ou projet avec une expérience supplémentaire dans un poste de leader etc.

Un Responsable Administratif et Financier

Mission principale :

Assurer le traitement des opérations administratives, comptables, financières et budgétaires ainsi que la production des états, les rapports financiers et les états budgétaires conformément à la réglementation en vigueur et dans les formes exigées par le Bailleur de fonds.

Profil :

Au moins titulaire d'un diplôme Bac +4 en gestion option audit et comptabilité.

Avoir au moins 5 ans d'expériences professionnelles en matière de gestion financière. Avoir une expérience en gestion financière des projets du groupe de la Banque Mondiale et au moins une expérience en matière de gestion d'équipes, de programmation à la mise en œuvre de projets etc.

Un Responsable en Passation de Marché

Mission principale :

Elaborer et respecter les calendriers prévisionnels dans le Plan de Passation de Marché, suivant un modèle jugé acceptable par l'IDA comportant l'estimation prévisionnelle, la procédure de passation de marché acceptable selon les Termes de l'accord de Financement et la préparation et l'approbation des appels d'offre.

Profil :

Au moins titulaire d'un diplôme Bac +4 en Droit, Economie, gestion, ou équivalent et au moins une formation certifiée en Passation de Marchés Publics.

Avoir au moins 3 ans d'expériences professionnelles dans le domaine de la Passation de Marchés. Avoir une expérience dans des négociations de contrat au niveau national et international et de bonnes connaissances des procédures de la Banque Mondiale en matière de passation des marchés etc.

Les Termes de références au complet sont disponibles :

- Sur le site internet de la Banque Centrale : <http://www.banque-comores.km> (dans l'onglet Banques Centrale des Comores et à la rubrique appel à candidature),

- Au standard de la Banque Centrale des Comores, Place de France, Moroni (retrait en version papier) du lundi au jeudi de 08h à 12h et le vendredi de 08h à 11h.

Pour plus d'information, vous pouvez contacter le Secrétariat Général de la Banque Central par téléphone au 773 10 02.

FOOTBALL : COUPE DE LA LIGUE DE NGAZIDJA (FINALE)

Volcan s'impose dans un duel démesurément tendu (2-1)

La finale, comptant pour l'édition 2018 de la Coupe de la Ligue, s'est déroulée le week-end à Moroni, dans un climat tendu, caractérisé par des troubles, sanctionnés par une pluie de cartons jaunes et rouges. Au temps réglementaire, les deux équipes se séparent par un score de parité (1-1), concrétisés respectivement par des pénalités. A la prolongation, plus déterminé et réaliste, Volcan s'impose (2-1), grâce aussi à un autre penalty. Le vainqueur représentera la Ligue de Ngazidja à la phase nationale du trophée, prévue à Moili.

La Commission Technique de Redynamisation, qui remplit le rôle de la Ligue de Ngazidja, dissoute par la Fédération de Football des Comores, vient de

mettre fin à l'édition 2018 de la compétition. La finale avait opposé le dimanche 28 octobre 2018, les deux frères rivaux de la capitale, Volcan club et Bonbon Djema. L'outrancière tension vécue dès le début du match a prophétisé la suite du match : contestation aux décisions de l'arbitre, envahissement du terrain par des supporters, échanges des coups entre joueurs, etc.

A deux reprises, en 1ère et 2e partie, les arbitres étaient contraints de suspendre la partie pour mettre à l'abri les équipes respectives, suite à un envahissement de terrain par les supporters de Bonbon Djema et la 2e, pour des jets de pierre et de galets, venant hors du stade. Le but inaugural est l'œuvre de Basler Kamal Djabir, suite à un penalty, transformé à contre-pied (35e, 1-0). Bonbon Djema égalise par un autre penalty, concrétisé



sé par le capitaine Matipi (74e, 1-1). Le temps n'attendant pas l'égalisation, l'arbitre ordonne une prolongation de 2X15 minutes. A la 7e minute, Un 3e penalty est sifflé en faveur de

Volcan. Simba deux, signe le but de la victoire (8e, 2-1). A la fin du match, l'arbitre avait brandi 13 cartons, jaunes et rouges, contre les deux équipes. Le leader national, Volcan club de

Moroni, représentera Ngazidja à la phase nationale de la Coupe de la Ligue, prévue à Moili.

Bm Gondet

FOOTBALL

Le club Abeilles fête sa promotion en D1

Le week-end, Mbudadju a resplendi sous la couleur rose. L'ambiance communautaire a assourdi et enflammé le foyer, où s'est déroulée la somptueuse cérémonie des festivités, relatives à la montée en D1 des Abeilles Football club de Mbudadju. De hautes personnalités sportives, politiques, religieuses et la notabilité ont partagé les réjouissances. Cette liesse populaire était attendue depuis 2002, date de la création et de l'affiliation du club en (D3) au district de Hambu. Elle se concrétise en 2018.

Le samedi 27 octobre dernier, la ville de Mbudadju, dans le Bambao, était toute de rose vêtue. Des centaines de sachets et banderoles de la même couleur ornaient les rues et ruelles de la ville. Une ambiance qui a animé et enflammé le site, où s'est déroulé la somptueuse cérémonie pour la promotion en D1 des Abeilles, en présence des invités de marque. Dans son allocution de bienvenue, le nota-

ble Hadji Ahamada Mouigni a souligné la culture de patience développée, et par l'équipe, et par la communauté : « Pendant plus de 15 ans, nous nous sommes inspirés de la ténacité de la patience et du fair-play des Cœlacanthos. Aujourd'hui, les Cœlacanthos tiennent tête aux grands adversaires du monde. Et nos Abeilles ont font autant à leur échelle. Le club fête sa montée en D1. Merci pour votre présence ».

Dès sa création en 2002, le club Abeilles s'est affilié au district de Hambu. Après des exploits et aussi des contre-performances en D3, les ambassadeurs de Mbudadju ont connu la D2 en 2017. Aujourd'hui, ils arrosent une promotion en D1. Le patron du club Mohamed Moussa Moudjahidi rappelle les hauts et les bas traversés par l'équipe : « Encouragés par nos principaux sponsors (communauté entière et la diaspora) et par une attitude disciplinaire exemplaire affichés par les divers joueurs qui ont défilé au club, nous avons érigé en principe, la patience, la sportivité et le respect de

la différence. Aujourd'hui, nous savourons avec vous les fruits de ces valeurs sportives et sociales ». L'objectif fixé par Abeilles club pour la saison expérimentale à venir, c'est d'éviter la relégation en D2. Pour les autres titres, Coupes des Comores, de la Ligue et les trophées qui vont être organisés ici et là, il est ambitieux : « Personne ne joue pour perdre. Le championnat est long. Un exploit est un tremplin d'encourage-

ment pour les joueurs, de motivation pour nos sponsors et de redynamisation pour les supporters ». Le président de la Fédération de Football des Comores (Ffc), Saïd Ali Saïd Athoumani, félicite les Abeilles : « Nous exhortons les équipes à ériger en vitrine, le parcours des Cœlacanthos. Affilés à la Fifa/Caf depuis 2005, ils suscitent la frayeur ces dernières années. L'émergence, prônée par le président des Comores

Azali Assoumani, n'est pas un résultat hâtif. C'est un projet. Le boom reconfortant enregistré par notre équipe nationale n'est pas le fruit des gris-gris, mais d'un travail de longue haleine, de la patience et du fair-play. Bonne chance à Abeilles club ». Une stridente ovation, caractérisée par les youyous et des applaudissements, a accueilli l'allocution du patron de la Ffc.

Bm Gondet





JOB ANNOUNCEMENT

MEDICAL OFFICER

Peace Corps
BP 375
Route de la Corniche
Moroni, Union of Comoros

The United States Peace Corps seeks a qualified Medical Doctor or Nurse Practitioner for the position of Peace Corps Medical Officer (PCMO) based in Moroni, Comoros. This is a full-time Personal Services Contractor position. Peace Corps may make one or more selections from this vacancy announcement.

Position Summary: The PCMO will provide health care to U.S. Peace Corps Volunteers in Comoros, including treatment of common illnesses and injuries and counseling on disease prevention and stress management, in accordance with Peace Corps medical guidelines; emergency medical response; conducting trainings on health-related issues; administrative tasks, including budget and inventory for the medical unit; travel throughout Comoros to visit Peace Corps Volunteers; and 24-hour on-call duty.

Qualifications and Requirements:

- Graduate of accredited school
- Current license to practice
- Relevant clinical experience in primary care after medical school
- Experience in managing mental health issues including counseling of patients
- Experience in training design and presentation of health-related material
- Language proficiency in English (required) and French (preferred)
- Working knowledge of standard Microsoft suite programs (Word, Excel, etc.)
- Skills in program management, administrative experience, and cross-cultural teamwork

This position is open to all interested candidates. The full vacancy announcement and application materials are available by sending a request to pccomoros@peacecorps.gov. Qualified applicants should submit the following:

- PCMO Application form, skills survey, and privileging form
- Resume or CV
- Three letters of references from medical professionals
- Copies of diplomas, professional licenses and registrations, certificates of training, etc.
- Letter of motivation
- Copy of passport or Comorian identity card
- Extrait de casier judiciaire (for Comorian candidates only)

Completed applications may be sent electronically to pccomoros@peacecorps.gov or delivered to the Peace Corps office at Rive Gauche, Moroni (Attention: DMO), no later than **Friday, November 23, 2018, at 17:00**. Incomplete or late applications will not be considered. Applications must be submitted in English. Only candidates considered for an interview will be contacted.

The United States Peace Corps is an Equal Opportunity Employer.